Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1978)

Heft: 460

Artikel: Infiltration des multinationales aux Nations Unies : de la mission officielle à la prospection commerciale

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1027217

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Infiltration des multinationales aux Nations Unies : de la mission officielle à la prospection commerciale

L'infiltration des multinationales (suisses) dans des institutions spécialisées des Nations Unies? Mais puisque on vous répète que c'est parfaitement normal, pourquoi insister (DP 457,458 et 459)...

Au fait, quelles sont les retombées pratiques de ce jeu, réputé "normal", des influences économiques et sociales des multinationales à travers les organisations internationales? On a assez dit combien le tiers monde n'avait qu'à se féliciter de l'attention bienveillante que lui porte le monde industrialisé; voyons un peu le revers de cette somptueuse médaille!

Par exemple, le Programme de coopération de l'industrie (ICP). Pour mémoire, cet organisme regroupe à l'heure actuelle les principales sociétés transnationales de l'agro-industrie (voir annexe) et même, à côté des firmes agro-alimentaires, celles de l'industrie des pesticides, des plastiques, des machines agricoles, ainsi que... l'inévitable IBM.

A première vue, on conçoit fort bien l'intérêt, pour la FAO, Organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations Unies, de liens étroits avec ce concentré de puissance industrielle: comment se passer de ces messieurs pour "stimuler" le développement agricole du tiers monde?

Il est cependant des alliés qui peuvent se révéler envahissants. Huit ans après l'apparition de l'ICP au sein des organisations internationales comme "point de contact principal entre la FAO et l'industrie", on a pu constater quelle place avait prise "sur le terrain" (1). En 1974 donc, la famine en Ethiopie fait les gros titres de la presse internationale. En février-mars, une mission se rend à Addis-Abéba, sous le haut patronage de la FAO, pour étudier la situation de l'élevage dans le pays et "évaluer les possibilités de futurs investissements étrangers" dans l'industrie de la viande. Les délégués bénéficient sur place de toutes les introductions et de toutes les facilités d'une mission officielle et internationale. Quoi de plus "normal"?

A y regarder de plus près, une première incongruité: des représentants de grandes firmes privées font l'essentiel de la délégation, de A. E. Hardwick, de Birds Eye Foods Ltd., filiale britannique de Unilever, de N. F. A. Whittenbury, dirigeant de Pet Foods Mars, filiale britannique de la société transnationale américaine Mars de W.A. French, société transnationale basée en Grande-Bretagne, à E. Grieco, représentant de Gi & Gi, société transnationale basée en Italie, deux de ces personnalités représentant donc des maisons spécialisées dans la production d'aliments pour chiens et chats (Pet Foods Mars et Meade Londsdale/Spillers)...

Le fruit du travail d'investigation de ces distingués spécialistes n'est pas moins étrange. Le rapport rédigé à l'issue de ce voyage d'étude "offre cette particularité que les développements envisagés de l'industrie de la viande sont analysés dans la seule optique des possibilités d'exportations et à aucun moment en fonction des besoins de la consommation nationale"! Et nulle part n'est fait mention de la famine qui décime la population éthiopienne... D'autres précisions figurent en bonne place dans le document en question sur la destination et le sens desquels on peut légitimement s'interroger : on relève par exemple que "les conditions d'hygiène, donc de travail, de plusieurs abattoirs sont nettement déficientes, que les coûts salariaux sont d'un dollar éthiopien par jour et par homme"; à propos d'une firme d'abattage, il est précisé que "le premier syndicat vient d'être constitué"...

Nul besoin d'épiloguer: le groupe "Développement des industries intégrées de la viande", partie intégrante d'ICP était parvenu à pousser jusqu'au bout sa technique "d'infiltration", transformant une mission de la FAO en une simple mission d'exploration industrielle et commerciale.

Même ton pour les missions ICP au Vénézuela (1972), au Brésil (1973) et au Pakistan (1974). Et ce ne sont que quelques cas parmi d'autres: sous le label FAO, les firmes du groupe "pesticides" d'ICP, qui représentent environ 90 pour cent de l'industrie mondiale des pesticides ont pu organiser à cinq reprises des séminaires régionaux pour promouvoir l'usage de leurs produits. Et cinq grandes firmes du groupe "aliments protéinés" (Ralston-Purina, Nestlé, CPC International, Unilever et BP) ont formé une commission mixte à l'ICP pour "tester de nouveaux concepts" dans les pays en voie de développement.

LE WHO'S WHO A L'ACTION

Comment en était-on arrivé là?

C'est en 1966, à la demande même du directeur général de la FAO, qu'ICP jetait les bases de son expansion à l'intérieur des organisations internationales: il s'agissait alors de "faciliter le transfert de la technique agro-industrielle moderne vers les pays qui en étaient dépourvus"... A la fondation, dix-huit membres; dix ans plus tard, plus d'une centaine, obligatoirement des transnationales (des activités dans deux pays au minimum, dont un pays sous-développé), soit pratiquement tout le who's who de l'agro-industrie mondiale, quatre sur cinq des firmes britaniques les plus puissantes (Shell, BP, Unilever, ICI), deux représentants de Nestlé au sein des organes de direction, dont le président de sa filiale brésilienne Cicobra comme "conseiller spécial" pour les missions d'ICP dans les pays en voie de développement; jusqu'aux pays de l'Est qui réclament leur part de gâteau: à côté de la majorité américano-britannique (respectivement 31 et 18 firmes), l'Agrip-Agrober de Hongrie et Polimex-Cekop et Polservice Foreign Trade de Pologne. En 1970, une nouvelle pierre à l'édifice, le Programme des Banquiers, claqué sur le modèle d'ICP (son président, M. Green, de la Barclay's Bank: "Si ICP peut identifier un projet (d'in-

vestissement), le Programme des Banquiers peut le financer"). En 1970, six banques, en 1975 cinquante membres, dont vingt banques commerciales des pays industrialisés et trente banques de pays en voie de développement; en première ligne, la Bank of America, la First National City Bank, la Barclay's Bank, la Mitsui Bank.
Au fil des années, ICP se renforce à tel point qu'on se demande finalement qui est au service de qui, ICP au service des objectifs de développement de la FAO, ou cette dernière, gigantesque bureau d'études (réseau d'experts professionnels — plus de deux mille — dans les pays sous-industrialisés, huit cent personnes au siège de Rome) et "carte de visite" respec-

Occasion unique pour ICP, de faire valoir sa force et son organisation: la Conférence mondiale de l'alimentation, qui se tient à Rome en 1974. Et on constate en effet que la délégation d'ICP, avec non moins de 69 membres est la plus nombreuse... Tous ses membres (et même des firmes non-membres, soutient l'UITA) ont statut de délégués officiels, au même titre que les représentants des gouvernements et d'autres agences intergouvernementales. Officiellement accrédités dans tous les comités de la conférence. ils ont une influence primordiale sur les travaux engagés et sur plusieurs résolutions finales... Huit ans seulement après la création d'ICP!

table à disposition des grandes firmes de l'agro-industrie et des banques. Comme le déclarait le secrétaire exécutif adjoint d'ICP, au sujet des facilités offertes par la FAO: "La plupart des membres d'ICP font un usage considérable de ces ressources; non seulement ils demandent de la documentation à la FAO, mais plusieurs fois par an ils envoient leurs meilleurs experts à Rome pour s'entretenir avec les experts et les exécutants des projets de la FAO; en outre la FAO entretient des conseillers /représentants dans quelque soixante pays en voie de développement; ces hommes sont des agronomes expérimentés qui conseillent les gouvernements et qui aident à coordoner les projets agricoles locaux; d'une manière croissante, eux aussi fournissent maintenant des conseils et de l'aide aux membres d'ICP, y compris en facilitant des contacts entre les autorités gouvernementales et les personnalités financières et commerciales sur place".
Pour couronner le tout, ICP exploite habilement un statut juridique qui le place "sous l'autorité de l'Organisation" mais qui lui permet de fonctionner en grande partie de façon autonome grâce aux cotisations annuelles des firmes membres: avantage d'un statut officiel (locaux, ressources, représentation officielle), sans les "inconvénients d'une telle position (contrôle des organes directeurs, activité en harmonie exclusive de celle de la "maison-mère", entre autres).
Moralité? A la fin de l'année dernière, suite à une campagne d'information énergique menée par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (UITA) ("il est aberrant que l'agro-industrie, si elle doit jouer un rôle de conseil dans la FAO n'en globe que les transnationales et exclue les autres entreprises, comme les coopératives ou les entreprises nationales; il est aberrant qu'ICP puisse exercer ses activités sans contrôle réel, ni des organes directeurs de la FAO, ni des organisations syndicales qui sont la meilleure garantie des critères sociaux dans la réalisation de nouveaux projets d'investissement; un organisme consultatif regroupant les forces économiques et sociales de l'agro-industrie devrait comprendre sur un pied d'égalité l'industrie et les organisations syndicales, cette règle étant en principe la norme dans le système des Nations Unies"), suite à une mise à jour de son activité donc, ICP doit quitter la FAO... Quelques mois plus tard — M. Schaffner et son lobby de multinationales suisses ayant été fort actives dans ce transfert — voilà ICP qui réapparaît dans le Programme des Nations Unies pour le développement... moyennant bien sûr un aménagement de ses statuts!

1) Voir, entre autres les bulletins de l'UITA Nos 4/1977 et 1-2/1978.

ANNEXE

Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe

Faire l'inventaire des questions agro-alimentaires mondiales, c'est d'abord souligner le rôle prépondérant d'une centaine de géants multinationaux dans ce secteur: on prévoit que, dans un proche avenir, près de la moitié de la production mondiale sera prise en main par un peu moins de cent firmes agro-alimentaires. Quelques points de rpères et quelques indications de tendances (1).
Pour l'alimentation, le numéro 1 mondial, c'est le groupe anglo-hollandais Unilever: en 1976, près de 15 milliards de chiffre d'affaires; des usines aux Etats-Unis et au Canada, mais aussi en Europe (Italie, Royaume-Uni, France, Espagne, Danemark, Belgique, Autriche, Norvège, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Suisse, Portugal), en Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Mexique, Vénézuela), en Afrique (Ghana, Kénya, Nigéria), en Asie (Pakistan, Inde, Hongkong, Japon) et en Australie. L'implantation mondiale du second classé, Nestlé, est moins dense, 47 pays "seulement". Les spécialistes estiment que dans deux ou trois ans quatre ou cinq firmes réaliseront un chiffre d'affaires annuel dépassant les cinq milliards de dollars et que dans sept ou huit ans, avec cinq ou six de leurs semblables, elles assureront un cinquième de la production alimentaire mondiale. Une telle concentration de pouvoir financier suppose également bien sûr un "mouvement planétaire des systèmes

SUITE ET FIN AU VERSO